

**Réunion publique**  
**Introduction de Patrick ALEXANIAN**  
**Bilan des Assises de la jeunesse**  
**26 mars 2010**

**La situation de la jeunesse :**

Le taux de chômage des jeunes a été publié fin février : 25 % des jeunes actifs de 15 à 24ans en France sont au chômage.

Il n'y a pas que les jeunes actifs qui sont dans une situation précaire. Il y a également les étudiants qui eux travaillent, mais sont contraints de le faire pour payer leurs études.

Parmi les 2,2 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, les trois quarts exercent une activité rémunérée, d'une durée très diversifiée qui va du petit boulot d'été pour 30 % d'entre eux à l'activité intégrée aux études pour 1 sur 10 (sources : les echos).

Et cela, cette précarité, n'épargne pas notre Département. Que faire ?

**Budget du Conseil général :**

Le 12 mars 2010 dernier a été voté le budget primitif du Conseil général : le département dispose pour l'année 2010 de 2,2 milliards d'euros.

Avec un tel budget, il y a de quoi faire et faire bien. Mais pour cela il faut le vouloir, aucune ambition n'est affichée par l'exécutif pour ce département et sa population.

Ce budget est celui des camouflages.

Camouflages dans la manière dont est présenté l'action sociale, camouflages dans les chiffres du logement, mais aussi et c'est pour cela que j'ai organisé cette rencontre, camouflages pour la jeunesse et le sport.

Pour le budget de la « Jeunesse et des sports », en ce qui concerne l'investissement nous assistons à une diminution de moitié des crédits passant de 8,22 M€ en 2009 à 4,66 M€ en 2010 !

Pour ce qui est du fonctionnement, et c'est bien là que ça coince, nous assistons à une quasi stagnation avec 9,59 M€ en 2010 alors que vous y aviez consacré 9,55 M€ en 2009, mais je vous rappelle que ce même budget était de 14,53 M€ en 2006 !

Pour l'année 2006, le budget jeunesse et sport investissement et fonctionnement confondu s'établissait à 20,16 millions d'euros... aujourd'hui nous sommes à 14,45 millions d'euros.

## **Le Département doit prendre ses responsabilités**

Le Département se désengage bien trop souvent :

- Suppression de la subvention de 500 000 € au programme d'aide à la lecture. Un programme destiné à des enfants du primaire en difficulté qui vise à favoriser l'apprentissage et la maîtrise de la lecture et concerne 2 700 enfants répartis sur 31 communes.
- Volonté de supprimer la subvention de 900 000 euros à l'Université de Nanterre. Il a fallu un venin au scandale pour réussir à rétablir une subvention de 700 000 euros !
- Là on parle des jeunes, mais malheureusement cela se reflète dans de nombreux autres secteurs : suppression de la prime de Noël aux Rmistes, changements des critères pour obtenir la carte améthyste,....

Pour revenir à la jeunesse, pour être précis voilà une liste des dispositifs qui ont été supprimés depuis quelques années et non remplacés évidemment :

- Ville Vie Vacances
- Sacs Ados 92
- Partenariat avec des comités sportifs sur les problèmes de banlieue
- Partenariat Pas d'enfants sans vacances
- Kid's club
- Événement nature en famille
- Bourses aux étudiants
- Vocation 92 ...

Mais le Conseil général nous a également fait d'autres frayeurs en supprimant les dispositifs parcs en sport et Jeunesse solidaire... puis en voyant le tollé provoqué, ces dispositifs ont été remis.

Cette année, malgré un effort pour Vacan'Sport 92, le budget continue de rogner sur la majorité des projets : moins 3,6 millions d'euros pour l'investissement, moins 100 000 euros pour le soutien aux centres de loisirs municipaux, moins 70 000 euros pour les stages sportifs, moins 14 000 euros pour le financement du BAFA, ...

Aucune ambition politique n'est affichée. Par contre, si pour l'exécutif la politique c'est de la communication et seulement ça, et bien là je vous l'accorde ils sont assez forts.

L'un de leurs arguments majeurs pour expliquer ce désengagement est le suivant « la jeunesse » n'est pas l'une des responsabilités du Conseil général. On reconnaît là l'empreinte sarkozyste et la clause de compétences générales... c'est à se demander si avec au tant de désengagements le Conseil général des Hauts-de-Seine ne souhaite pas sa mort !

Pourtant d'autres collectivités, qui elles aussi n'ont pas la jeunesse comme compétence obligatoire, agissent.

Je pense par exemple au Conseil général du Val de Marne qui a une politique sur la jeunesse très développée, notamment avec le remboursement de la carte Imagin'R.

Je pense aussi à une collectivité que je connais bien la Mairie de Bagneux. Bien moins riche que le Conseil général, Bagneux agit pour sa jeunesse : création d'un espace pour les jeunes, création d'une allocation de 192 euros pour les étudiants,...

### **Assises de la jeunesse**

Les Assises de la jeunesse pour relancer une politique ou pour cacher la misère ?

Des Assises de la jeunesse ont été lancées par le Conseil général des Hauts-de-Seine il y a maintenant deux ans.

Je précise que des Assises de la jeunesse du Conseil général ont déjà eu lieu en 2002... pourquoi des Assises, pourquoi faire, avec quel moyen, quel résultat,... que ce soit en 2002 ou 2010 nous nous posons toujours les mêmes questions !

### **Retour chronologique :**

**11 avril 2008:** En séance du Conseil Général Jean Sarkozy annonce la tenue d'Etats généraux de la jeunesse

**23 avril 2008 :** Lettre de Jean Sarkozy aux maires donnant un aperçu assez flou de ces états généraux, accompagnée d'une « note technique ». Rien n'est adressé aux Conseillers généraux, ni aux associations...

**23 juin 2008 :** Article de Jean Sarkozy dans le journal « Première heure » précisant quelques petites choses sur les Etats généraux :

1. Il va aller à la rencontre des jeunes en été.
2. Un diagnostic sera élaboré
3. Une rencontre avec le président du CG et les présidents sera organisée au CG à la Toussaint...

**27 juin 2008 :** Lors de la séance du Conseil général, contestant l'absence de concertation et de pluralisme dans l'organisation des EG, Patrick Alexanian demande la création d'une commission spécifique sur le sujet afin de permettre une bonne organisation.

**4 juillet 2008 :** Lettre de Jean Sarkozy et de Cyril Dechenoix (Président de la commission jeunesse et sports du CG) proposant que la commission « jeunesse » soit responsable des Etats Généraux.

### **Organisation des Assises 2009 :**

- Une enquête qualitative réalisée par IPSOS
- Des ateliers

- emploi 14 janvier

Asnières

- éducation/citoyenneté du 4 février

cinéma André Malraux de Villeneuve-La-Garenne de 18h à 20h.-

- vie quotidienne et autonomie du 18 mars

Espace Icare d'Issy-les-Moulineaux de 15h à 18h.

- sport/culture/loisirs du 1er avril

Salle des Fêtes de Suresnes de 15h à 18h.

- insertion/projets de vie du 8 avril

Pôle Culturel La Piscine de Châtenay-Malabry de 15h à 18h.

- Des visites de terrain

Plus informelles, elles permettent de visiter une structure, discuter avec des jeunes....

19 janvier à Châtenay-Malabry

21 janvier à Colombes

28 janvier à Suresnes

11 février à Sceaux

11 ou 25 mars à Antony

29 avril à Gennevilliers

10 juin à Bagneux

Plusieurs rencontres avec des jeunes du Département, notamment à Bagneux, ont été organisées. Les jeunes ont fait des demandes précises et pertinentes.

Un compte-rendu très précis a été fait de cette rencontre. Les demandes sont claires :

- remboursement de la carte Imagin'R à 50% comme cela est fait dans d'autres départements,
- une carte culture pour la jeunesse pour des tarifs réduits,
- aides pour payer la caution locative ...

Les besoins ne manquent pas à nos jeunes ! Ils attendent des réponses à la hauteur de leurs questions, que ce soit dans le domaine du logement, de l'emploi, de la formation ou encore du transport.

Depuis aucun bilan de cette initiative, ni proposition en découlant, n'ont été faits par l'exécutif départemental.

Aucune nouvelle information transmise aux élus ! Aucune communication sur les suites données à cette initiative ! Alors nous voilà aujourd'hui réunis. Réunis par un opposant à la majorité départementale qui a le souci de faire avancer les choses !

D'ailleurs, pour revenir sur le budget 2010 voté le 12 mars dernier ne consacre d'ailleurs aucune ligne budgétaire pour la mise en place d'une quelconque proposition venant des Assises. L'an passée 120 000 euros étaient prévus pour les assises... mais pour quoi faire ?

### **Nos propositions :**

- **Emploi :** Renforcer les services publics d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle ; Recentrer les aides financières aux partenaires publics (arrêter INGEUS). La politique envers les Missions locales est particulièrement scandaleuse : des critères de plus en plus précis, refus de subventions des formations pour les BAC +2...

- **Transports** : Financer à 50% la carte Imagin'R pour tous les collégiens, lycéens et étudiants du département ; Créer un dispositif pour le financement du permis de conduire.

- **Education** : Mettre en place une bourse d'étude aux collégiens et rétablir celles des lycéens et étudiants ; Mettre fin à la subvention au pôle privé Léonard de Vinci, la " Fac Pasqua ", l'intégrer à l'Université Paris X.

- **Démocratie** : Développer de façon conséquente les aides aux associations, syndicats de lycéens et d'étudiants ; Créer des espaces de débats, de démocratie participative avec les jeunes ; Ouvrir un blog des jeunes du département.

- **Logement** : lutter contre la pénurie et la flambée des prix de l'immobilier, contre l'insalubrité ; Que le département travaille en partenariat avec chaque commune à l'application de la loi SRU. Les 20% de logements sociaux par commune sont un critère à prendre en compte pour l'attribution de subventions départementales ; Développer l'offre spécifique pour les jeunes et constituer un réseau partenarial dédié au logement et à l'hébergement des jeunes ; Construire 30% de T2 dans les programmes neufs pour maintenir l'offre existante de petits logements ; Garantir la création de 3000 nouveaux logements étudiants et la réhabilitation de la RUA en affirmant le partenariat avec le CROUS.

- **Loisirs** : Garantir le droit aux vacances en rétablissant notamment de nombreux dispositifs supprimés par le Conseil général (Ville Vie Vacances, Pas d'enfants sans vacances, Sacs Ado 92) ; Mettre en place une « carte culture » pour les jeunes de moins de 25 ans en partenariat avec les cinémas et salles de spectacle du département permettant des tarifs réduits.

- **Un service consacré à la Jeunesse est indispensable pour la mise en place de ces actions.** Cela permettrait de donner plus de visibilité et de force aux différentes politiques jeunesse (interlocuteurs, dispositifs spécifiques,...)